



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2980
12 septembre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le 10 septembre et après...

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes



Montpellier, place de la Comédie, le 10 septembre.

GABRIEL BOUYS/AFP

**La journée
du 10 septembre**

Pages 12 et 13

Matignon

**Jeu de chaises
musicales**

Pages 2 et 3

Ukraine-Russie

**La guerre
n'en finit pas**

Page 16

Leur société

- Crise parlementaire, crise politique: la façade craquelée de la société capitaliste 3
- PS: prêt à gouverner pour servir le capital 4
- Bardella: déclaration d'amour aux patrons 4
- LFI: mélenchonisme et radical-conformisme 4
- Éducation nationale: zéro pointé au ministère 5
- Des manuels en voie de disparition 5
- Frais d'inscription: une loi discriminante 5
- Enfants à la rue: une société inhumaine 5
- Logement: sans toit ni loi 6
- Inflation: le compte n'y est pas 6
- Impôts des entreprises: qui dit moins? 6
- Nouvelle-Calédonie: le bilan de la répression s'alourdit 7
- Guyane: une rentrée scolaire chaotique 7
- Police: la violence ordinaire 7
- Cour des comptes: contre les malades 11
- Voitures électriques: une filière chouchoutée 11
- Pratiques CumCum: vols en banques organisées 11

Dans le monde

- Gaza, Cisjordanie: la guerre contre les Palestiniens 8
- Afghanistan: un séisme dans un pays déjà exsangue 8
- Venezuela: l'impérialisme menace 9
- Grèce: Mitsotakis veut imposer la journée de treize heures 9
- L'homme qui pourrait valoir 1000 milliards 9
- Ukraine-Russie: ils parlent de paix au son du canon 16
- Un village sans hommes 16
- La chasse aux déserteurs 16

Il y a 70 ans

- Été 1955, à Nantes - Saint-Nazaire: grèves contagieuses pour les salaires 10

La journée du 10 septembre

- Ce ne doit être qu'un début 12
- Rassemblements à Paris, Lyon, Tours, Saint-Nazaire... 13

Dans les entreprises

- Novasco - Hagondange 14
- La Poste - Paris 14
- Mercenaire en or 14
- TCL - Lyon 15
- Clinique Kapa - Châtelleraut 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Meeting à Paris 3
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 16

Pour défendre nos intérêts de travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes!

La chute de Bayrou, qu'aucun travailleur ne regrettera, a remis les cartes dans les mains de Macron. Allait-il nommer un énième Premier ministre ou dissoudre l'Assemblée nationale? Cette situation met le monde politique en ébullition, mais pour les travailleurs, elle ne change rien de fondamental.

Même si l'on arrivait sur de nouvelles élections, comme le demandent le RN ou LFI, et qu'il en sorte un gouvernement de gauche ou d'extrême droite, les travailleurs continueront de recevoir des coups.

Le RN de Bardella ne le cache pas: il se range dans le camp patronal auprès duquel il s'est engagé à couper le budget de l'État de 100 milliards d'euros. Qui fera-t-il payer, sinon les travailleurs qui subiront les coupes dans les services publics? Le RN a déjà prévu d'imposer aux fonctionnaires trois jours de carence en cas d'arrêt maladie au lieu d'un jour actuellement. Et il s'en prendra aux travailleurs immigrés, qui lui servent déjà de boucs émissaires.

Il n'y a pas non plus d'illusions à avoir dans le retour d'un gouvernement de gauche. Jamais la gauche n'a été capable de s'affronter au grand patronat. Aujourd'hui, elle parle de justice fiscale et prétend vouloir faire payer, un peu, les plus riches, mais n'oublions pas qu'au pouvoir, Hollande les a couverts de cadeaux. Et derrière les grandes phrases sur les « efforts partagés » et la taxation symbolique d'une poignée de riches, combien de couleuvres devront encore avaler les millions de travailleurs?

Ni le RN ni la gauche ne veulent affronter le grand patronat et le forcer à rendre l'argent qu'il a allègrement puisé dans les caisses de l'État. Aucun ne veut le contraindre à desserrer son étreinte sur les travailleurs et lui imposer d'augmenter les salaires ou d'embaucher. Alors, laissons l'agitation parlementaire aux politiciens!

Le plus important est ce qui se passera dans les entreprises et dans la rue. Les initiatives se multiplient pour mercredi 10 septembre, et la colère contre les sacrifices imposés aux classes populaires s'exprimera.

Mais pour que cela commence vraiment à changer le véritable rapport de forces, il faut que les travailleurs en soient et que leur mobilisation vise, au-delà de Macron, les commanditaires et les premiers profiteurs de toutes ces attaques, c'est-à-dire le grand patronat, les actionnaires du

CAC40, la grande bourgeoisie.

Il y a une chose et une seule qui inquiéterait vraiment Macron et la classe capitaliste qu'il représente si bien, c'est que se développe une mobilisation dans les entreprises avec des discussions, des rassemblements, des assemblées générales, des débrayages, des grèves. Car la grande force des travailleurs est d'être indispensables à la grande bourgeoisie, à la production de ses profits et à la bonne tenue de ses cours boursiers.

Avec la grève, les travailleurs ont la capacité de toucher la bourgeoisie en plein cœur, c'est-à-dire à son portefeuille, et c'est ce qui leur donne une arme plus puissante que toutes les pétitions en ligne, les boycotts ou les blocages. Les travailleurs, qui sont des millions à partager la même colère et l'envie que les choses changent, ont à reprendre confiance dans leur propre force.

C'est d'autant plus difficile que les confédérations syndicales se complaisent dans l'inaction, voire le sabotage des mobilisations venues d'en bas. Celles-ci ont, en effet, attendu plus d'un mois et demi après la déclaration de guerre de Bayrou pour s'adresser aux travailleurs. Entre-temps des appels pour le 10 septembre sont apparus sur les réseaux sociaux, et tout ce que les grands chefs syndicaux ont trouvé à faire a été de les dénigrer. Alors que certains syndicats locaux et d'entreprises se sont ralliés au 10, les confédérations syndicales organisées en intersyndicale ont proposé et militent pour une autre date, le 18 septembre.

C'est la vérité des prix! Pour lutter contre les attaques patronales et gouvernementales, il ne faut pas compter sur les grands chefs syndicaux et il faut passer par-dessus leurs manœuvres de division et leur volonté de tout contrôler.

Les travailleurs qui veulent se mobiliser n'ont besoin de l'autorisation de personne. Pour empêcher toute récupération syndicale ou politique, il faut qu'ils s'organisent et dirigent eux-mêmes leur lutte, en créant leurs propres comités de lutte.

Oui, il est plus que temps de demander des comptes au grand patronat! Et pas seulement pour la dette dont il porte la responsabilité, mais pour toute sa politique antiouvrière et pour son système qui nous embarque dans la crise et dans des guerres immondes.

Nathalie Arthaud



Gare du Nord, à Paris, le 10 septembre.

Crise parlementaire, crise politique : la façade craquelée de la société capitaliste

Comme prévu, le vote de confiance organisé lundi 8 septembre par Bayrou a conduit à la chute de son gouvernement, votée par 364 députés sur 577, dont ceux du RN et de toute la gauche, du PS à LFI.

Le 9 septembre, Macron a nommé Sébastien Lecornu Premier ministre, mais le feuilleton ne fait sans doute que commencer.

Depuis, chacun poursuit ses calculs. Si le PS postulait au poste de Premier ministre, les macronistes tentent de former une coalition de gouvernement. Le RN réclame une dissolution de l'Assemblée nationale, et LFI une présidentielle anticipée.

Ce spectacle pitoyable n'est que la suite d'une crise parlementaire, et même d'une crise du système politique, commencées bien avant le 8 septembre. Pendant des décennies, la droite et la gauche ont pu alterner au pouvoir, l'usure des uns permettant aux autres de se représenter. Mais ce mécanisme bien huilé, qui permettait bon an mal an de poursuivre la même politique en faveur de la bourgeoisie, s'est peu à peu grippé. Sans remonter plus loin, Sarkozy n'a pas réussi à se faire réélire en 2012, et Hollande n'a même pas essayé de se représenter en 2017. Le discrédit des partis de droite

et de gauche traditionnels a ouvert la voie à Macron, qui avait montré, comme ministre de l'Économie de Hollande, qu'il était un serviteur fiable de la bourgeoisie. Mais, après cinq années d'attaques contre les travailleurs, il n'a dû sa réélection en 2022 qu'au fait que le RN et Le Pen n'apparaissaient pas encore, dans les milieux dirigeants, comme une alternative crédible. La dissolution de juin 2024 a révélé la vérité des prix : Macron est à son tour discrédité auprès des électeurs et former un gouvernement à partir de l'Assemblée alors élue relève du casse-tête.

Dans un contexte d'absentéisme massif et de dégoût pour la classe politique, ses bons scores obtenus en juin 2024 ont permis au RN de se rapprocher des portes du pouvoir. Pour y parvenir vraiment, il veut donner à la bourgeoisie tous les gages possibles. De son côté, La France insoumise cherche à ressusciter les illusions dans une alternative de gauche. Son langage radical vise à afficher une distance avec le Parti socialiste et



avec ses expériences gouvernementales passées. Cela à peine plus d'un an après avoir fait élire des députés socialistes et même macronistes dans le cadre d'un front républicain.

Mais croire que l'arrivée au pouvoir des uns ou des autres permettrait de rompre avec la politique antiouvrière menée par tous les gouvernements passés serait une folie. Si les partis font tous la même chose une fois au pouvoir, quelles que soient leurs promesses, c'est parce qu'ils acceptent de s'y faire les gestionnaires d'un système

capitaliste en crise. Dans un contexte de concurrence de plus en plus féroce et où les perspectives de débouchés se réduisent, la bourgeoisie ne sait trouver de solution qu'en aggravant l'exploitation des travailleurs. Cela se traduit par le blocage des salaires, l'augmentation de la pression au travail, les licenciements, et cela nécessite aussi que les gouvernements imposent des reculs dans tous les domaines : la retraite, le droit aux allocations de chômage, à la santé, aux services publics. Or, plus les attaques contre les travailleurs sont brutales,

plus ceux qui les assument s'usent vite et perdent leur crédit auprès de la population. Voilà la raison de fond de la succession de plus en plus rapide des gouvernements et d'une crise qui n'est pas seulement celle de la façade parlementaire.

Cela pose un problème à la bourgeoisie, qui a besoin d'un pouvoir capable de faire accepter aux classes populaires de nouveaux reculs tels que ceux que Bayrou préparait avec son projet de budget. La résolution de la situation, au moins provisoirement, passera-t-elle par une dissolution, par une élection présidentielle ? Les institutions de la V^e République se maintiendront-elles ou ouvriront-elles la voie à un pouvoir plus autoritaire ? Ce que l'on sait déjà en revanche, c'est qu'aucun des partis qui postulent au pouvoir n'a l'intention de remettre en cause la dictature du profit capitaliste sur la société. Alors, tandis que les médias discutent du nouveau gouvernement et de la date des prochaines élections, l'urgence pour la classe des travailleurs est de se rendre capable de prendre la direction de la société.

Claire Dunois

**AUX TRAVAILLEURS
DE DIRIGER LA SOCIÉTÉ !**

**MEETING
À PARIS**



AVEC
**NATHALIE
ARTHAUD**

ET
**JEAN-PIERRE
MERCIER**

**SAMEDI
27 SEPT.
15 HEURES**

**Théâtre de
la Mutualité**

**LUTTE
OUVRIÈRE**

**24, rue St-Victor
Paris 5^e
M° Maubert-
Mutualité
Entrée libre**

© V. VIENNET/LO • IMS 93500

Fêtes régionales

Nantes

Samedi 20 septembre
de 16 heures à minuit
Salle festive Nantes Nord
à 18 heures : débat avec
Jean-Pierre Mercier

Toulouse

Samedi 20 septembre
de 18 heures à minuit,
et dimanche 21 septembre
de 11 heures à 18 heures
Salle des fêtes
de Ramonville-Saint-Agne

Lyon

Samedi 27 septembre
à partir de 17 heures
et dimanche 28 septembre
de 11 h 30 à 19 heures

Hall des fêtes de Saint-Fons
à 15 h 30 dimanche : débat
avec **Nathalie Arthaud**

Bourges

Samedi 27 septembre
de 14 heures à minuit
Les Rives-d'Auron

Lille

Samedi 4 octobre
de 14 heures à minuit
Espace Concorde
à Villeneuve-d'Ascq
Avec **Nathalie Arthaud**

Strasbourg

Samedi 4 octobre
à partir de 15 h 30
Salle du manège
à Strasbourg-Meinau



Reims

Dimanche 5 octobre
de 11 heures à 19 heures
Salle des Phéniciens
à Cormontreuil
à 15 heures : débat avec
Nathalie Arthaud

PS : prêt à gouverner pour servir le capital

Dès le 2 septembre, le secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, s'était déclaré « à la disposition du chef de l'État » pour discuter des « conditions » dans lesquelles la gauche pourrait participer au gouvernement.

Si son offre de service n'a, pour l'instant, pas été retenue par Macron, les « conditions » posées par le PS sont plus minces que le papier à cigarette, à l'image de la « taxe Zucman ». Celle-ci, si elle était appliquée un jour, n'égratignerait ni la fortune des 500 plus riches, qui a doublé depuis 2017, ni leur liberté d'exploiter le travail, à l'origine de leur enrichissement. Le PS respecte le pouvoir du patronat sur l'économie et, quand il se déclare dans l'opposition aux politiques gouvernementales, c'est en tendant la main à Macron.

Entre janvier et juin, le PS avait accordé un sursis au gouvernement de Bayrou en échange de la promesse d'« une discussion sans

aucun totem ni tabou » sur la réforme des retraites dans un conclave avec les syndicats. Cette mise en scène avait connu un premier accrochage avec le départ de la CGT et de FO avant d'être enterrée en juillet. Et, fin août, la question de l'âge du départ en retraite a été passée sous silence par le PS dans son projet de budget. Tout au plus y a-t-il une phrase préconisant la reprise des négociations entre patronat et syndicats pour un retour à la retraite à 62 ans. La promesse d'un smic à 1 600 euros disparaît complètement ; la seule mesure envisagée est une baisse de la CSG jusqu'à 1,4 smic, ce qui évite de parler d'augmenter le smic.

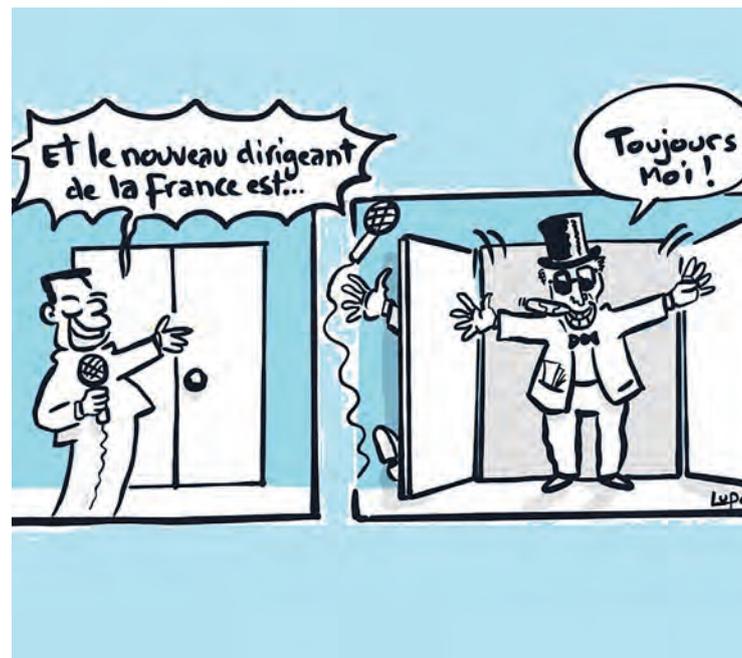
Le programme du PS

comporte aussi des économies à faire, qui seraient payées par la population.

En revanche, il ne dit rien sur le budget militaire, dont le PS soutient l'augmentation, tout en jurant de son pacifisme. Ainsi, en mars, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, avait déclaré que le PS « n'utilisera pas les expressions du président » : il ne faut pas dire « nous sommes en économie de guerre », mais « nous sommes dans une économie de renforcement de la défense potentielle » ! Au-delà de ce changement de vocabulaire, le Parti socialiste veillera à ce que la France investisse davantage dans ses armées, visant 95 à 100 milliards d'euros en 2030.

Le Parti socialiste veut donc se montrer disponible pour gouverner la France... avec une autre mouture du plan Bayrou.

Jean Sanday



LFI : mélenchonisme et radical-conformisme

Le parti de La France insoumise tient à se distinguer en expliquant que seule la démission de Macron offrira un débouché à la crise politique.

Mardi 9 septembre, ses députés ont déposé une motion de destitution du président de la République.

Macron est certes un ennemi des travailleurs qui a servi les possédants huit ans durant. Mais pourquoi présenter celui qui n'est qu'un pantin du patronat comme le responsable unique du drame ? Faire de Macron l'étrangleur suprême permet de faire de Mélenchon le possible sauveur suprême... après Mitterrand, Jospin ou Hollande.

Les militants de LFI font de la démission du président la condition nécessaire pour résoudre les problèmes des couches populaires. Selon eux, le départ de Macron, suivi de l'élection de Mélenchon à la présidence, permettrait de rejeter le plan de Bayrou, de revenir sur le recul de l'âge de départ en retraite, d'augmenter les impôts des plus riches, de conditionner les aides aux entreprises et de relancer l'économie par des investissements publics. En outre, Mélenchon promet de mener une politique internationale moins alignée derrière celle des États-Unis, avec en particulier la condamnation ferme du génocide en cours à Gaza. Mais il garantit également la défense des possessions françaises outremer grâce à une marine et à une armée bien équipées.

LFI propose « d'interdire

les licenciements boursiers et économiques aux entreprises qui versent des dividendes ou bénéficient d'aides de l'État ». Ce serait en effet la moindre des choses. Mais des dispositions en ce sens existent déjà, et aucune grande entreprise n'a jamais eu la moindre difficulté pour prouver à l'État qu'elle ne pouvait pas faire autrement que de licencier. Au pire, elle vend le site qu'elle entend fermer à un margoulin qui se chargera du sale travail.

Les accents faussement radicaux de Mélenchon visent à donner l'illusion qu'il gouvernerait différemment de ce qu'a fait la gauche lors de ses précédents passages au pouvoir. Mais, quant aux moyens, il ne propose rien d'autre que de se fier au verdict des urnes et à la nouvelle majorité qui en sortirait, comme l'ont fait Mitterrand, Jospin puis Hollande avant de se conformer piteusement aux nécessités du capitalisme.

La dictature des patrons sur l'économie ne pourra être remise en question que par l'intervention directe des travailleurs. Encore faut-il les préparer à s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, dans tous les domaines, et, pour commencer, ne pas leur faire prendre les vessies électorales pour les lanternes de la lutte de classe.

Paul Galois

Bardella : déclaration d'amour aux patrons

Dans une lettre ouverte adressée le 3 septembre « aux chefs d'entreprise de France », Bardella leur propose un « pacte de confiance » s'il arrive au pouvoir.

Justifiant son refus de voter la confiance à Bayrou, Bardella assure que le RN sait « combien l'incertitude politique fragilise la vie économique » et dit pouvoir être « le véritable garant de la stabilité économique », à condition de remporter les élections législatives anticipées qu'il réclame.

Déjà lors des législatives de 2024, alors qu'il se pensait aux portes de Matignon, Bardella avait renoncé à l'abrogation de la réforme des retraites promise jusque-là. Dans cette lettre, il promet de baisser encore les impôts dits de production, c'est-à-dire ceux des entreprises. Allant plus loin que Bayrou et ses 44 milliards d'euros de baisse du budget public, il promet 100 milliards d'euros d'économies, notamment en mettant fin

à l'aide publique au développement et à « l'immigration d'assistanat », une formule qui lui permet de sous-entendre qu'il ne s'en prendrait pas à la partie de la main-d'œuvre immigrée que le patronat est bien heureux de pouvoir surexploiter.

L'essentiel du texte consiste à marteler qu'il s'attaquerait au « coût exorbitant de la bureaucratie d'État », à la « surtransposition mortifère » des textes européens et aux « normes » qui coûteraient au pays 60 milliards d'euros chaque année – sans dire comment il en arrive à ce chiffre faramineux. Plus concrètement, il promet de relancer l'énergie nucléaire et de privilégier, dans les marchés publics, les entreprises produisant en France. Pour ne pas laisser penser que réduire la dépense publique



pourrait diminuer les aides aux entreprises, il finit en évoquant la création d'un fonds souverain alimenté par l'épargne de la population pour financer les entreprises.

C'est dire si le RN se montre dans cette lettre-programme tel qu'il est : un parti pour lequel l'État doit être au service des patrons. Si Bardella peut faire semblant d'être un nouveau venu dans le marigot politique, son programme et ses idées sont vieilles comme le capitalisme. Alors, pour se distinguer, il lui faut seulement en rajouter dans l'outrance.

Marlène Stanis

Éducation nationale : zéro pointé au ministère

Après un peu plus d'une semaine de classe, le bilan que peuvent faire parents, enseignants et élèves n'a rien à voir avec l'exercice d'autosatisfaction auquel s'est livrée la ministre de l'Éducation nationale le 1^{er} septembre.

Dans les collèges et les lycées, des dizaines de milliers d'élèves ont commencé l'année sans professeur. Selon l'enquête du SNES, le principal syndicat, il manque au moins un enseignant dans plus de la moitié des établissements du pays, un chiffre qui monte jusqu'à 72 % dans l'académie de Créteil et à 75 % dans celle de Lyon. Même les absences prévisibles comme des congés de longue maladie ne sont pas remplacées. Comme chaque année,

le ministère va essayer de boucher les trous en recrutant des contractuels n'ayant aucune garantie de réemploi et dont le nombre ne cesse d'augmenter. On en comptait un pour dix enseignants en 2024.

La situation n'est pas meilleure pour tous les autres personnels qui contribuent à la vie des établissements et à l'encadrement des élèves. CPE, assistants d'éducation, psychologues de l'Éducation nationale, infirmières

scolaires ou assistantes sociales sont logés à la même enseigne, sous le signe de la pénurie. Quant aux enfants handicapés, un sur dix n'est toujours pas scolarisé faute d'un accompagnement adapté, d'AESH par exemple, à tel point que de plus en plus de parents saisissent la justice avec l'aide d'associations.

Dans les écoles, la situation est encore pire si l'on peut dire. Le ministère prétexte la baisse démographique pour justifier une avalanche de suppressions de postes. Le résultat est dramatique. Dans le Val-de-Marne par exemple, 167 fermetures de classes étaient prévues à la rentrée.



À Cholet, lors de la rentrée de 2024.

Le directeur académique a annoncé le 4 septembre seize nouvelles fermetures de classes ainsi que la confirmation de deux fermetures conditionnelles programmées en juin. Tous les professeurs remplaçants sont déjà en poste, ce qui veut dire qu'il n'y a aucun moyen de combler les absences. Face à cette saignée, des écoles ont décidé la grève dès le mardi 9 septembre.

L'école est un service indispensable à la population, et en particulier à celle des quartiers pauvres, où les parents comptent sur elle pour transmettre à leurs enfants la culture nécessaire. Mais les gouvernements n'en ont que faire et la laisse se dégrader d'année en année. Seul est indispensable pour eux ce qui contribue à garantir les profits de la classe capitaliste.

Daniel Mescla

Des manuels scolaires en voie de disparition

Dans nombre de lycées de la région Île-de-France, les enseignants ont été informés que, pour cette rentrée scolaire, leurs élèves ne disposeraient pas de manuel papier ni numérique. En cause, la décision de la région de réduire ses subventions à l'achat de licences numériques.

Il y a plusieurs années déjà, l'achat de manuels papier avait disparu au moins



dans la moitié des lycées d'Île-de-France, sommés de choisir définitivement entre les supports, alors qu'il était simple de combiner la version numérique et papier d'un même manuel. Les professeurs étaient incités ou contraints à commander des licences numériques

fournies par les maisons d'édition. La région a bien financé l'achat d'une tablette ou d'un petit ordinateur portable pour chaque élève, mais l'utilisation en salle de classe pose des problèmes techniques : le portable doit être chargé au préalable par l'élève, l'accès Internet ainsi que les applications doivent être disponibles. Cette utilisation pose aussi des problèmes pédagogiques, ajoutant une barrière supplémentaire entre l'élève et le professeur, sans parler de la tentation de faire tout

autre chose sur cet ordinateur durant le cours.

Le résultat, selon la présidente de région Valérie Pécresse, est que 75 % des licences numériques achetées ne sont pas utilisées par les élèves. Elle en conclut qu'il faut diminuer drastiquement le financement de licences numériques, sans redonner la possibilité d'utiliser des manuels papiers. C'est donc la disparition programmée de tout manuel. Cela est particulièrement dramatique pour les enfants des classes

populaires, pour qui les manuels sont parfois les seuls ouvrages structurant l'apprentissage auxquels ils accèdent durant l'année.

Selon le site Le Café Pédagogique, ce changement permettra de réduire l'investissement par élève de 75 à 16 euros par an. Pas besoin d'un manuel d'arithmétique, papier ou numérique, pour comprendre que le souci de Pécresse n'est pas pédagogique, il est budgétaire.

Christian Bernac

Frais d'inscription : une loi discriminante

Depuis 2018, une loi portant cyniquement le nom de « Bienvenue en France » impose aux étudiants étrangers des frais d'inscription universitaire exorbitants. Ils peuvent être de 2 850 euros l'année pour une licence et 3 879 euros pour un master.

Ainsi, deux lycéens d'une même classe ont la surprise de découvrir à la fin de l'année que l'un, de nationalité française, paiera son inscription 175 euros alors que son camarade algérien acquittera la somme de 2 850 euros. Nombre de jeunes bacheliers d'origine populaire n'ont pas les moyens de régler de telles sommes et renoncent à poursuivre leurs études.

En 2018, quand la loi a

été promulguée, de nombreuses universités ont résisté. Des étudiants se sont organisés et ont fait pression sur les directions des universités pour qu'elles ne l'appliquent pas. Dans un premier temps, leurs conseils d'administration ont prévu des exonérations pour les étudiants étrangers mais, au fil des années, cette résistance s'est émoussée, d'autant que l'État exige des universités qu'elles

financent sur leurs fonds propres ce surplus d'étudiants étrangers en sacrifiant des investissements.

À l'Université Saint-Denis – Paris 8, qui scolarise 28 % d'étudiants étrangers, le conseil d'administration tient encore bon, mais a quand même ajouté un piège à l'inscription. Cette année, les bacheliers devaient cocher la case « exonération » pour ne pas payer cette surtaxe, ce que n'ont pas fait certains élèves.

Une leçon de chose sur les valeurs de la république bourgeoise...

Aline Urbain

Enfants à la rue : société inhumaine

À la veille de la rentrée, vingt-cinq enfants, dont cinq de moins de trois ans, sont restés sans solution d'hébergement après un appel au 115 en Bourgogne-Franche-Comté. À l'échelle nationale, 2 159 enfants, dont 503 de moins de trois ans, étaient dans cette situation.

C'est 30 % de plus qu'il y a trois ans, et ces chiffres continuent de monter d'année en année. Bien sûr, l'augmentation de la pauvreté et

des expulsions locatives est en cause, ainsi que l'État qui se lave les mains de la question et ne construit pas les logements sociaux nécessaires pour faire face à cette catastrophe.

Depuis des années, les gouvernements qui se suivent promettent qu'aucun enfant ne dormira plus à la rue, mais tout dans leur politique est fait pour aggraver la situation. Résultat, en 2024, 31 enfants sont morts dans la rue.

Correspondant LO

Logement: sans toit ni loi

Le 4 septembre, la Fondation pour le logement a publié son cinquième baromètre de l'encadrement des loyers. Censée limiter la hausse continue des loyers, cette mesure est loin de permettre aux familles modestes de se loger.

La loi Alur, passée en 2014 sous le gouvernement Hollande, était censée être une grande mesure sociale. Elle prévoyait l'encadrement des loyers dans les zones « à forte tension », comme les grandes métropoles, où le manque de logements permet aux bailleurs d'imposer leurs prix. En réalité, il ne s'agissait pas de bloquer les loyers, encore moins de les baisser, et le loyer de référence était fixé par les agences immobilières. Autant dire que la mesure était limitée, mais elle était encore de trop pour les bailleurs privés et en 2018, la loi Elan en faisait une expérimentation limitée aux collectivités volontaires.

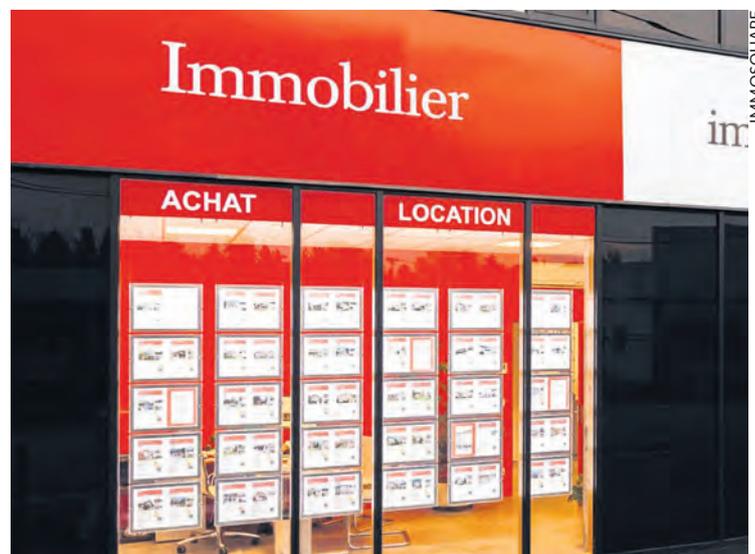
Aujourd'hui, l'encadrement des loyers est donc

expérimenté dans 69 villes mais le baromètre de la Fondation pour le logement constate qu'il n'est pas respecté. Dans l'ensemble, le pourcentage d'annonces dépassant les plafonds de loyer n'a cessé d'augmenter pour atteindre 32 % en 2025. C'est en banlieue parisienne que les bailleurs les multiplient : dans les communes regroupées au sein de Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis, 59 % des annonces crèvent les plafonds. Et partout l'addition est salée pour les locataires. En moyenne, les dépassements représentent 237 euros mensuels à Paris, 161 euros à Villeurbanne, 122 euros à Lille, ou encore 154 euros à Bordeaux.

Parmi ces logements aux loyers surgonflés, les petites surfaces et les passoires

thermiques sont surreprésentées. Les smicards, les mères célibataires, les étudiants ou les petits retraités en sont donc les premières victimes.

Certains bailleurs dépassent les plafonds en toute illégalité, comme les propriétaires de passoires thermiques classées en G, dont 38 % des annonces demandent des compléments de loyer, ce qui est interdit pour les logements classés F et G. Mais la plupart des propriétaires et des agences n'ont même pas besoin de tricher pour dépasser le loyer plafond, car la loi les autorise à appliquer un complément en fonction de caractéristiques exceptionnelles comme « une vue remarquable ou un équipement rare ». Ces critères sont suffisamment vagues pour que des propriétaires n'hésitent pas à inscrire la présence d'un simple balcon ou d'une plaque de cuisson pour justifier un complément



pouvant atteindre 20 euros par mètre carré ! D'après la Confédération nationale pour le Logement (CNL), les professionnels de l'immobilier et les bailleurs-entreprises ne sont pas en reste pour détourner le texte ou trouver le moyen de s'en libérer, par exemple en faisant signer à des locataires étudiants domiciliés administrativement chez leurs parents un bail en résidence secondaire, ce qui permet de s'affranchir de l'encadrement des loyers.

Le logement est le premier poste de dépense des

familles et le nombre d'expulsions locatives a explosé, avec 25 000 ménages mis à la rue en 2024. D'après l'Union sociale de l'habitat, il faudrait, pour répondre aux besoins, construire 500 000 nouveaux logements par an d'ici 2040. L'État n'étant pas près d'imposer aux promoteurs et aux géants du bâtiment de construire massivement les logements bon marché qui manquent, on en reste à cet état de pénurie qui donne les moyens aux bailleurs grands et petits de dépouiller les locataires.

Nadia Cantale

Inflation: le compte n'y est pas

Selon l'Insee, en ce mois d'août, l'augmentation générale des prix à la consommation a atteint le rythme de 0,9 % en un an. Dans le monde des statistiques, l'inflation semble donc un lointain souvenir... Mais, dans les rayons des magasins, celles et ceux qui font les courses racontent une tout autre histoire.

C'est la rentrée et les zones commerciales sont arpentées par des familles qui achètent les fournitures scolaires, en plus des courses habituelles de

la semaine. L'inflation a cessé ? Il n'y a qu'à voir le prix d'une calculatrice, d'une trousse ou d'un cartable pour en douter. Et ce n'est pas la prime de rentrée scolaire qui suffit à couvrir tous ces frais, d'autant que, pour beaucoup, elle sert à payer le loyer et à éviter le découvert, au moins pour ce mois. Alors, dans les quartiers populaires, dans les parcs, les parents échangent les bons tuyaux pour acheter moins cher.

Le chiffre de l'inflation a beau être faible, il n'en

demeure pas moins positif, ce qui signifie une nouvelle augmentation des prix. Sans oublier que celle-ci s'applique à des produits dont les prix ont déjà largement augmenté ces dernières années. Car cela fait cinq ans que les prix à la consommation flambent.

Les géants de la grande distribution disent que la hausse des prix est due à la guerre en Ukraine ou aux mauvaises récoltes. Peut-être, mais ça ne les empêche pas de se servir au passage comme les montants de leurs bénéfices le montrent. Le chiffre qui l'illustre le mieux est celui de la rentabilité des magasins calculée par mètre carré d'hypermarché. Elle a augmenté de 15,8 % entre 2020 et 2024 alors que les volumes d'achats baissaient de 4 % sur la même période.

L'inflation n'est pas un phénomène naturel, c'est aussi un racket organisé par les Carrefour, Auchan, Leclerc, etc.

Joséphine Sina

Impôts des entreprises: qui dit moins ?

Une étude de l'Insee, parue le 2 septembre, indique que les grandes entreprises payent en pourcentage moins d'impôts sur leurs profits que les petites.

Cela n'a rien d'une surprise, les multinationales ayant bien plus les moyens que les petites entreprises de profiter des dispositifs d'optimisation fiscale offerts par la loi qui leur permettent d'échapper aux impôts, taxes et autres.

Les entreprises ont quand même à payer un impôt de base baptisé impôt sur les sociétés. Depuis 2016, Macron a fait baisser le taux de cet impôt de 33 % à 25 % des bénéfices, leur faisant ainsi économiser un total de 16 milliards. Le moins que l'on puisse dire c'est que cela n'a créé aucun emploi !

Cette étude de l'Insee montre que cet impôt sur les sociétés dont le taux est unique ne pèse pas de la même façon sur les grandes et les petites entreprises. En rapportant le montant de l'impôt aux bénéfices réels, elle constate que, en



2022, le taux pesant sur les grandes entreprises était en fait de 14,3 %, pendant qu'il était de plus de 21 % pour les petites entreprises.

Dans la société capitaliste régie par la loi de la jungle, tous les moyens sont bons pour s'enrichir... et faire couler ses adversaires.

Thomas Baumer



Nouvelle-Calédonie : le bilan de la répression s'alourdit

Une enquête du *Monde* vient de révéler que les autorités françaises avaient soigneusement caché la mort d'un jeune Kanak dans la prison de Camp-Est en Nouvelle-Calédonie.

Ce jour-là, le 13 mai 2024, à la suite de l'annonce de la réforme du corps électoral qui rendait une fois encore les Kanaks minoritaires dans leur propre pays, la colère avait gagné la jeunesse kanake et océanienne du territoire. Puis, pendant près de quatre mois, les jeunes, débordant tous les cadres, ont érigé des barrières, bloqué des routes, brûlé des bâtiments. Cette colère avait aussi gagné la prison de Camp-Est.

Cette prison, où la quasi-totalité des détenus sont des Kanaks et bien souvent des jeunes, n'est que le reflet brutal des travers de la société calédonienne. Dans cet archipel colonisé depuis plus de 150 ans, les Kanaks sont méprisés, plus souvent au chômage, parmi les plus mal payés, mal logés, victimes de racisme et de discrimination. La société que la bourgeoisie française et caldoche leur a imposée les laisse sans perspective et

une partie de la jeunesse ne trouve comme issue que l'alcool et la petite délinquance. Pour toute solution, l'État français a reconverti l'ancien bagne en une prison vétuste où s'entassaient 600 détenus pour 400 places, et où les suicides sont nombreux.

Ce 13 mai, alors que la révolte grondait à l'extérieur, les jeunes prisonniers aussi se sont mutinés, enfermant trois gardiens. À coups de grenades assourdissantes et de lacrymogènes, le RAID a alors pris d'assaut les locaux. Toute la nuit, les prisonniers ont dû subir humiliations et coups, dans les couloirs, dans la cour. Le jeune qui est mort ne participait pas à la mutinerie. Mais il a été lui aussi mis en joue et battu. Laisse sans soin, il a été retrouvé mort au petit matin.

La répression menée par la police et la gendarmerie française contre cette révolte démarrée le 13 mai 2024 a donc en fait entraîné la mort de douze Kanaks et non de onze. Mais l'État, lui, ne parle que des deux gendarmes et du Caldoche tués. La répression des prisonniers de Camp-Est est à l'image de l'oppression coloniale française imposée sur l'archipel depuis 1873, pleine de mépris et de brutalité.

Serge Benham



Cellule surpeuplée dans la prison de Camp-Est.



Parents attendant pour inscrire leurs enfants à la cantine.

Guyane : une rentrée scolaire chaotique

En Guyane, sans doute pour mieux masquer tous les problèmes qui s'accumulent en cette rentrée, le nouveau recteur affiche sa fierté de pouvoir inaugurer un nouveau lycée à Maripasoula.

Or, dans cette même commune, les parents des élèves internes, car habitant des villages de l'intérieur, ont manifesté pour protester contre l'idée que le transport en pirogue ne leur serait assuré qu'aux vacances de Noël mais pas à celles de la Toussaint... Et bien d'autres problèmes de transport scolaire existent ici et là, justifiés sous divers prétextes.

Dans certains villages, des enseignants nouvellement affectés ne peuvent décemment pas prendre leur fonction tant qu'ils n'ont pas de solution de logement ! Ainsi, a dû reconnaître le recteur, on est loin de pouvoir mettre un enseignant devant chaque élève. Pourtant, la liste des professeurs contractuels non affectés est bien longue.

La CTG (Collectivité territoriale de Guyane) n'est pas non plus à l'abri de toute critique. Car c'est elle qui est responsable de la construction de nouveaux établissements scolaires dont la Guyane a cruellement besoin pour faire face à la croissance démographique. Sur les quatre collèges et lycées qui devaient ouvrir en cette rentrée, seul celui de Maripasoula est opérationnel. Le pire est le cas de celui de Saint-Laurent, dont l'ouverture est prévue au mieux pour janvier. Et nombre de classes d'écoles primaires ou maternelles ne sont pas pourvues en mobilier nécessaire.

Aussi la rentrée en Guyane a-t-elle dû être repoussée de plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour de nombreux élèves.

La CTG a aussi décidé de ne pas renouveler les contrats aidés dits « contrats PEC », de centaines de travailleurs des cantines, Atsem, du nettoyage ou autres personnels techniques. Pour partie, les postes ont disparu par souci d'économies, pour partie ils ont été jetés en pâture au privé, ce qui signifie un service dégradé et des conditions de travail en recul pour ceux qui seront transférés à l'entreprise Sodexo par exemple.

Tous ces problèmes ne font que s'ajouter aux traditionnelles classes surchargées, établissements surpeuplés, aux locaux mal ventilés (et ne parlons pas de climatisation), dans un pays où le climat chaud et humide nécessite des conditions de travail tout autres... Nombre d'établissements ont une cantine qui ne fonctionne plus depuis des années et la scolarité doit s'y organiser par grosses matinées, sans revenir les après-midi, pour que les élèves, dont certains habitent loin, puissent rentrer chez eux pour se restaurer.

Il y a là largement de quoi faire discuter personnel, élèves et parents, pour se préparer à rejoindre les mouvements de colère qui se dessinent.

Jacques Lequai

Police : la violence ordinaire

À Saint-Denis, en région parisienne, un policier a été filmé vendredi 5 septembre en train de gifler et de cracher à la figure d'un jeune homme.

Une enquête de l'IGPN a été ouverte, qui risque fort de traîner en longueur, comme beaucoup d'enquêtes qui mettent en cause des fonctionnaires de police.

Interrogé sur ce comportement, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, après une condamnation de pure forme, a tenu à défendre ce policier : « Il était à bout », a-t-il ainsi martelé. « Il y a le contexte particulier qui est celui de Saint-Denis,

où les effectifs qui interviennent sont régulièrement pris à partie », a-t-il insisté. Et d'assurer que le policier mis en cause par les images a toujours eu un comportement « jusqu'alors irréprochable ». « Jusqu'alors » est bien le problème. Laurent Nuñez ne pouvait guère nier les faits puisque la scène avait été filmée. Mais combien de telles violences policières quotidiennes ne sont jamais rendues publiques,

car il n'y a ni témoin ni caméra ?

Le préfet de police craint que cette vidéo ne « donne du grain à moudre à ceux qui critiquent la police et laisse à penser qu'il y a des violences policières systématiques ». « Mais à qui la faute ? » pourrait-on lui rétorquer.

Cet incident n'est pas un hasard. Les policiers, garants de cette société injuste, sont dressés à se comporter en cow-boys dans les quartiers populaires, avec une garantie d'impunité.

A. R.

Gaza, Cisjordanie : la guerre contre les Palestiniens

L'armée israélienne a continué d'intensifier ses opérations contre la ville de Gaza en vue d'en prendre totalement le contrôle. Lundi 8 septembre, Netanyahu a menacé ses habitants, les appelant à « partir maintenant ».

Plus d'un million de Palestiniens vivent actuellement dans la ville de Gaza. Pour les contraindre à fuir, l'armée israélienne cible systématiquement toutes les habitations épargnées jusque-là par les bombardements, en particulier les immeubles de plus de vingt étages. En trois jours, depuis le 5 septembre, trois grandes tours ont été entièrement détruites. Prévenus peu de temps avant, ses habitants ont dû les évacuer en urgence.

D'après une organisation palestinienne de secouristes, cinq immeubles de plus de sept étages et plus de 350 tentes ont été bombardés en seulement 72 heures, et près de 8 000 personnes se sont retrouvées privées d'abri. « Chaque jour, nous recevons des dizaines de blessés à cause de ces bombardements, qui se produisent presque chaque heure et chaque minute », témoignait le directeur de l'hôpital Al-Shifa, situé dans la ville de Gaza.

Selon l'administration militaire israélienne, quelque 70 000 Palestiniens auraient déjà fui la ville. Mais la grande majorité des habitants se retrouve piégée dans les ruines et sous les bombes, faute d'avoir les moyens de transporter ses affaires.

Beaucoup n'ont pas de véhicule, et les transporteurs exigent des sommes allant jusqu'à 2 000 euros pour rejoindre la zone dite humanitaire d'Al-Mawasi censée avoir été aménagée par l'armée israélienne dans le sud. Mais, d'après tous les témoignages, il n'y a pas de place pour les tentes, pas d'eau, pas d'assainissement, pas d'aide alimentaire dans cette « zone humanitaire », et pas plus de sécurité que dans le reste de la bande de Gaza.

Officiellement, l'offensive israélienne n'a pas encore été déclenchée, mais le nombre de victimes continue d'augmenter du côté des Palestiniens, victimes des bombes, des balles et de la famine qui sévit sur 20 % du territoire selon l'ONU du fait du maintien du blocus.

Du côté israélien aussi, le bilan humain s'alourdit. Quatre soldats ont été tués le 8 septembre par des combattants du Hamas à la périphérie de la ville de Gaza. Le même jour, à Jérusalem-Est, six Israéliens ont été tués dans une attaque à l'arme à feu contre une station d'autobus.

Le fait que les deux Palestiniens à l'origine de l'attentat étaient originaires de Cisjordanie rappelle qu'une

autre guerre se mène depuis des mois dans ce territoire occupé par Israël. Depuis janvier, l'armée israélienne a pris d'assaut plusieurs camps de réfugiés, à Jénine, Tulkarem et Nur Shams, et leurs habitants ont été déplacés. Le 8 septembre toujours, deux adolescents de 14 ans ont été tués par des soldats israéliens alors qu'ils tentaient de revenir à Jénine. Au total, d'après une agence de l'ONU, près de 1 000 Palestiniens ont

trouvé la mort en Cisjordanie depuis octobre 2023, victimes de l'armée et des colons.

Après l'attentat de Jérusalem, le ministre israélien d'extrême droite Smotrich a déclaré que « l'Autorité palestinienne devrait disparaître de la carte ». Pour conserver le soutien de ces courants ultranationalistes, Netanyahu reprend à son compte leur politique d'annexion et de guerre à outrance. L'armée israélienne

vient de mener des bombardements à Doha, au Qatar, visant des dirigeants du Hamas ayant participé aux récentes négociations.

Cette politique d'escalade permanente ne serait pas possible sans le soutien indéfectible des dirigeants américains. Trump, comme Biden avant lui, dispose avec l'État israélien d'un défenseur de l'ordre impérialiste dans la région, à qui toutes les initiatives sont permises.

Marc Rémy



Des habitants fuient la ville de Gaza, le 9 septembre.

Afghanistan : séisme dans un pays dévasté

D'une magnitude 6 et suivi d'au moins cinq répliques, un tremblement de terre a touché, dans la nuit du 31 août, tout l'Est de l'Afghanistan, la province de Kunar épicerie du séisme, et l'ensemble des provinces proches de la frontière avec le Pakistan.

Un deuxième tremblement de terre est survenu le 2 septembre, dont l'épicentre s'est trouvé cette fois à une trentaine de kilomètres au nord-est de la ville de Jalalabad. Le bilan était le 9 septembre de 2 200 morts, et de plus de 4 000 blessés. « [À l'est du pays] des villages entiers ont disparu, réduits à l'état de ruines, le nombre de victimes est très élevé, nous continuons notre progression vers les zones les plus reculées », rapportait un membre de l'organisation non gouvernementale française

Acted, au lendemain de ces séismes.

Dans ces régions très pauvres où les maisons sont construites en boue et en terre, tout a été détruit. De nombreux corps sont ensevelis sous la boue et les débris. Il s'agit de régions montagneuses, situées à plusieurs heures de voiture des centres urbains. Leur isolement rend l'accès des secours difficile. Les talibans interdisant aux hommes d'avoir un quelconque contact avec des femmes, même s'il s'agit de leur sauver la vie, nombre de

celles-ci ont été laissées sous les débris, et sont finalement décédées. Aux conséquences de la catastrophe naturelle s'ajoutent ainsi celles de l'obscurantisme du régime.

De plus, le séisme survient dans un pays où la population vit dans un extrême dénuement : la moitié des 38 millions d'habitants dépend de l'aide humanitaire. La suspension depuis le mois de février de 80 % de l'aide américaine a encore aggravé la situation, de même que la baisse du budget alloué par l'État français dans le cadre de l'aide au développement. Près de 420 centres de soins ont fermé. Beaucoup de familles touchées par le séisme venaient tout juste

de rentrer en Afghanistan, chassées d'Iran et du Pakistan voisins.

La dictature féroce imposée par les talibans est une autre catastrophe dont les femmes, qui n'ont plus aucun droit, pas même celui de parler ou de chanter, même chez elles, sont les premières victimes. Face à une population qui pourrait être tentée de se révolter, les talibans resserrent de mois en mois leur étouffement sur toute la société. Mais toute cette situation est la conséquence des plus de quarante années de guerre dans lesquelles le pays a été plongé. Après 1989 et la fin des dix années d'intervention de l'URSS, l'impérialisme américain, soutenu par une coalition

de pays dont la France, a pris le relais. Les États-Unis ont alors mené vingt années d'une guerre destructrice et sanglante – 100 000 civils sont morts – en prétendant vouloir apporter la liberté et la prospérité. Mais si cette intervention a pu apparaître comme libératrice pour une petite couche de la population des villes, elle n'a fait qu'aggraver la situation générale et elle a créé les conditions d'un retour des talibans au pouvoir dans un pays dévasté et terriblement appauvri. Le désastre du tremblement de terre, aussi terrible qu'il soit, restera encore bien en deçà de ce désastre humain.

Aline Retesse

Venezuela : l'impérialisme menace

Le 18 août, Trump a lancé la plus grosse opération militaire dans le sud des Caraïbes depuis l'invasion du Panama, en 1989. Le prétexte est d'ailleurs le même : la lutte contre un cartel de drogue dont le président vénézuélien serait le chef.

Huit navires de guerre, dont un sous-marin nucléaire, partis de Virginie, de Floride ou du canal de Panama, ont rejoint la limite des eaux territoriales vénézuéliennes. Le 2 septembre, un tir revendiqué par Trump a détruit un bateau, tuant tous ses passagers, accusés sans qu'aucune preuve soit fournie d'être des trafiquants de drogue. Trois jours plus tard, Trump déclarait qu'un avion vénézuélien avait approché un navire américain et menaçait de faire ouvrir le feu à la prochaine tentative.

Dès le départ, le président vénézuélien Maduro a réagi en mobilisant la milice civile, dont les bureaux de recrutement, supervisés par l'armée, ont ouvert sur les places des grandes villes, accueillant rapidement des foules. Répondant à la propagande trumpiste en se présentant comme le meilleur garant de la lutte contre un trafic de drogue venu de la Colombie

voisine, l'état-major vénézuélien a annoncé le déploiement de 15 000 hommes à la frontière colombienne, des patrouilles navales sur le lac Maracaibo et dans le golfe de Venezuela. Mais surtout il a envoyé des navires de guerre et des drones dans la mer des Caraïbes pour la protection des eaux territoriales face à l'agression nord-américaine.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1998, les États-Unis tentent de déstabiliser le Venezuela. Trump accroît la pression en imposant des sanctions économiques et financières responsables d'un véritable effondrement de l'économie. Fin 2023, les tensions se sont exacerbées à propos de l'Essequibo, région pétrolière du Guyana voisin, revendiquée par le Venezuela, mais que ExxonMobil s'est appropriée en la transformant de fait en semi-colonie américaine.

Comme ailleurs, les oscillations politiques de Trump



Des destroyers américains lance-missiles.

se font sentir. Jusqu'en mars de cette année, plusieurs compagnies pétrolières, dont l'américaine Chevron, continuaient leurs activités d'extraction au Venezuela. Trump a alors révoqué leurs licences et menacé tout pays continuant à importer du pétrole vénézuélien de 25 % de droits de douane supplémentaires. Sa cible était alors la Chine, qui achète maintenant une partie importante de la production vénézuélienne et investit dans de nouveaux champs gaziers. Mais, comme il est possible de contourner les sanctions, Trump est revenu en juillet sur l'interdiction d'exploitation pour Chevron.

Trump a mis fin au statut de « protection temporaire »

dont bénéficiaient aux États-Unis 350 000 immigrants vénézuéliens, qui sont devenus expulsables du jour au lendemain. Il met en avant la lutte contre un cartel de drogue d'origine vénézuélienne, le Tren de Aragua, et a accusé le président vénézuélien d'y être mêlé. Puis, il a changé de version, présentant Maduro comme le chef d'un autre prétendu cartel, de surcroît qualifié de « terroriste », Los Soles (les « Soleils » faisant référence aux distinctions des généraux vénézuéliens). Maduro le dirigerait même personnellement, en s'appuyant sur plusieurs hauts gradés de son armée !

L'opposition de droite vénézuélienne, instrument des États-Unis, soutient l'opération militaire, tout comme le fait le président d'extrême droite argentin, Javier Milei. De son côté, Gustavo Petro, le président colombien, a

déclaré que le cartel de Los Soles n'existe tout simplement pas, et c'est aussi l'avis d'un certain nombre de spécialistes de la question.

Mais peu importe à Trump. La lutte contre le trafic de drogue n'est qu'un prétexte pour menacer un régime qui lui tient tête et qui renforce ses liens économiques avec la Chine. C'est aussi un moyen de faire pression sur plusieurs pays d'Amérique latine, ce qui a déjà servi dans le passé pour des interventions militaires américaines directes, comme au Panama en 1989 ou indirectes, comme en Colombie à partir de 2000.

Trump cherche-t-il à intimider le régime de Maduro ou envisage-t-il une invasion ? En tout cas, c'est une agression impérialiste contre le Venezuela qu'il faut combattre !

Antoine Ferrer

Grèce : Mitsotakis veut imposer la journée de treize heures

En Grèce, une proposition de loi du gouvernement Mitsotakis autorisant la journée de travail de treize heures doit être soumise au vote des députés à la fin septembre. Le projet n'est pas tout à fait nouveau mais il aggrave encore la situation des travailleurs.

Déjà depuis l'été 2024, les entreprises industrielles fonctionnant en continu ont le droit d'imposer un jour supplémentaire payé 40 % de plus, en cas d'une augmentation exceptionnelle de la charge de travail.

La limite étant le respect de l'obligation de onze heures de repos par jour, les travailleurs pouvaient aussi travailler pendant treize heures, à condition de travailler chez plusieurs employeurs. Maintenant, avec la nouvelle loi, les salariés pourront faire leurs treize heures dans la

même entreprise.

Déjà bien des patrons ne se gênent pas pour imposer des heures supplémentaires à leurs salariés au-delà des limites autorisées par la loi. Le contrat de travail est de plus en plus individualisé, prenant l'allure d'un marchandage entre le patron et le travailleur, où le premier est évidemment gagnant, qu'il s'agisse d'horaire ou de salaire. Et, d'après les statistiques de la centrale syndicale GSEE, près de 50 % des travailleurs âgés de 17 à 54 ans travaillent plus de deux

week-ends par mois.

Augmenter les horaires, c'était, selon le Premier ministre Mitsotakis, permettre aux jeunes de travailler plus pour un employeur au lieu d'être obligé d'en trouver un autre ! Et, selon la loi, ce serait exceptionnel, limité à 150 heures par an.

C'est faire bon marché de la fatigue due à des conditions de travail très dures et s'exposer à un accroissement des accidents du travail particulièrement fréquents.

« 13 heures de travail = zéro vie », ont scandé des milliers de manifestants à Athènes et d'autres grandes villes le 8 septembre derrière les syndicats, qui appellent à de nouvelles journées de manifestations.

Sylvie Maréchal

L'homme qui pourrait valoir 1 000 milliards

Le conseil d'administration de Tesla vient de proposer de revoir le système de rémunération de Musk, son PDG et homme le plus riche du monde. Si, d'ici à dix ans, il remplit les poches des actionnaires de 7 500 milliards de dollars supplémentaires, il pourrait recevoir la bagatelle de 1 000 milliards.

En d'autres termes, un seul capitaliste gagnerait autant que 2 millions d'ouvriers qui devraient travailler à l'enrichir en produisant des voitures. On ne saurait mieux illustrer



l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie.

E. G.

Été 1955, Nantes – Saint-Nazaire : des grèves contagieuses pour les salaires

En 1955, les métallurgistes nazairiens menèrent une lutte de plusieurs mois pour les salaires. Ils subissaient une inflation de plus de 7%, alors que leurs salaires étaient jusqu'à 30% inférieurs à ceux de la région parisienne, et vivaient dans des taudis depuis les bombardements alliés de la fin de la guerre.

L'agitation commença au chantier naval nazairien le 21 février par l'élection, par les soudeurs, de comités de lutte dans les différents ateliers, comprenant des travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Ils organisèrent pendant trois mois des grèves de 24 heures contre la baisse du boni, la prime au rendement.

Le 20 juin, ils furent rejoints dans la grève par tous les travailleurs du chantier et entraînent plus de 15 000 métallos nazairiens, dont ceux de la SNCASO, ancêtre d'Airbus. Dès le lendemain, des affrontements eurent lieu avec les CRS qui tentaient d'occuper le chantier. De leur côté, les organisations syndicales CGT, FO et CFTC, appelèrent au calme et à la poursuite des négociations. Les jours suivants, grèves et débrayages se succédèrent.

De violents incidents mettent aux prises C.R.S. et grévistes



Des blessés de part et d'autre le service d'ordre a été retiré des chantiers de Penhoët

Le 9 juillet, les chantiers fermèrent pour les congés annuels mais après le retour, le 1^{er} août, les débrayages reprurent et, en réponse à la menace du patron de baisser les heures de travail et donc les salaires, les ouvriers décidèrent d'occuper les chantiers. Pendant que CRS et gardes mobiles convergeaient vers le terre-plein de Penhoët, qui se trouve devant le chantier, les ouvriers dressèrent des barricades. La sirène des chantiers amena les autres usines et la population. Une bataille rangée s'engagea.

Une cinquantaine de travailleurs furent blessés, l'un d'eux grièvement, une main arrachée par une grenade.

Dans la nuit du 2 au 3 août, le lock-out fut levé et les ouvriers suivirent les consignes syndicales de reprise du travail. Les jours suivants, des débrayages continuèrent tandis que les négociations avaient lieu à Paris, pour échapper à la pression des grévistes.

Le 7 août, les syndicats signèrent un accord, en présence du ministre du Travail du gouvernement radical d'Edgar Faure, sur des propositions que les travailleurs refusèrent à plusieurs reprises. Le 16 août, les ouvriers finirent par se prononcer à 81% pour l'acceptation d'une augmentation moyenne de 22%. Le salaire horaire d'un ouvrier qualifié P3 était alors de 175 francs, celui d'un OS de 136 francs et l'accord les remontait respectivement à 215 francs et 170,62 francs.

Les grévistes nazairiens ayant montré la voie, ils furent suivis par les travailleurs du bâtiment et de la métallurgie nantaise, revendiquant une augmentation de 40 francs de l'heure.

Lock-out préfectoral... et riposte ouvrière

Ainsi, le 17 août, toutes les entreprises métallurgiques de Nantes débrayèrent. Les travailleurs envahirent le siège du syndicat patronal et obtinrent les 40 francs mais le soir, le préfet annonça la dénonciation de l'accord le lock-out de toutes les usines et la rupture des négociations engagées avec les travailleurs du bâtiment. Les CRS, arrivés par wagons, occupèrent les usines et tous les cafés nantais furent fermés.

Le 18 août, indignés, les travailleurs lockoutés marchèrent sur la préfecture et se heurtèrent aux CRS. Le centre-ville fut transformé

en champ de bataille. Le lendemain, les heurts se reproduisirent; les CRS tuèrent, d'une balle en pleine tête, Jean Rigollet, un travailleur du bâtiment.

Les négociations furent délocalisées à Rennes et le comité d'action intersyndical pesa pour la reprise du travail. Il y réussit mardi 23 août, après un référendum donnant 5 300 voix pour la reprise, 1 400 contre, 13 000 travailleurs s'abstenant. La CFTC trouvait « anormal d'être ainsi dépassée » et Force ouvrière avait accepté tout de suite les propositions. Quant à la CGT, son langage fut plus radical, dénonçant l'attitude du patronat lorsqu'il refusait de la faire participer aux négociations, mais elle cautionna cette politique. De son côté, le journal *L'Humanité* du 22 août rappelait à propos de l'accord signé : « Est-ce que nous sommes près d'en passer de nouveaux ? Bien sûr. Le programme d'action élaboré et voté au récent congrès de la CGT contient toute une série de revendications que nous avons bien l'intention de faire reconnaître, soit par la signature des patrons, soit par les lois. »

L'extension de la grève

Cependant, ailleurs dans le pays, l'augmentation des salaires obtenue à Saint-Nazaire encouragea les travailleurs à revendiquer. À partir de la fin août, des débrayages, grèves de 24 heures et grèves illimitées avec occupation se multiplièrent.

Ainsi, le 26 août, les métallurgistes de Brest obtinrent une augmentation de 25 à 41 francs. Aux Forges de Basse-Indre, le 8 septembre, l'augmentation fut de 20 à 42 francs et en Seine-Maritime, de 32 à 40 francs. Les travailleurs du bâtiment de Lorient, les sidérurgistes et les mineurs de Lorraine, les mineurs du Gard, les métallos d'Angers, de Limoges, des chantiers navals de La Seyne obtinrent aussi partiellement satisfaction. Ces mouvements cependant restèrent éparpillés et ne touchèrent quasiment pas la région parisienne.

À Nantes, le 7 septembre,



Rassemblement des grévistes à Nantes, en 1955.

les entreprises furent de nouveau lockoutées pour couper court à l'agitation ouvrière et les CRS investirent la ville. Le conflit se situant en pleine guerre d'Algérie, Faure, président du conseil, déclara à une rencontre avec les dirigeants syndicaux : « Vous m'obligez à maintenir des CRS à Nantes alors que j'en ai tellement besoin en Afrique du Nord. »

Le 12 et le 19 septembre, d'imposantes manifestations se déroulèrent et des incidents eurent lieu tandis que les travailleurs revendiquaient, outre les augmentations de salaires, le retrait des licenciements annoncés après le 17 août. Des manifestations violentes se renouvelèrent le

les CRS et qu'ils débrayaient « pour soutenir leurs délégations », les dirigeants syndicaux discutaient avec les patrons.

Pourtant, l'existence d'un comité de grève aurait permis que des représentants des grévistes se retrouvent devant les patrons pour défendre eux-mêmes leurs intérêts et prendre consciemment des décisions. Cela aurait pu offrir d'autres perspectives à la classe ouvrière du pays.

À la suite de ces événements dans l'Ouest, les patrons allaient chercher à désamorcer les conflits. Pour prix de leur maintien à l'écart des grèves, la troisième semaine de congés payés fut ainsi accordée



Manifestation à Nantes.

29 septembre. Lorsque, le 3 octobre, les patrons acceptèrent la signature, entreprise par entreprise, d'accords sur des augmentations de salaire de 16 à 30 francs et s'engagèrent à lever toutes les sanctions, la reprise du travail fut votée par référendum par 53% des 10 000 métallos présents.

Le rôle des directions syndicales

Avec l'élargissement du mouvement, le comité de lutte des soudeurs du chantier nazairien avait laissé place aux directions syndicales. Et, pendant que les ouvriers se battaient contre

aux travailleurs de Renault, avant d'être étendue à toute la métallurgie parisienne et à quelques grandes entreprises.

En 1955, faisant suite à cette vague de grèves, des accords maison se multiplièrent pour désamorcer le mécontentement ouvrier, en particulier dans les secteurs industriels déterminants comme Renault. Et c'est bien parce qu'il trouva face à lui des organisations syndicales prêtes à négocier entreprise par entreprise que le patronat put reprendre la main.

Julia Guimet

Cour des comptes : contre les malades

Dans un rapport publié le 5 septembre, la Cour des comptes pointe à nouveau du doigt les 36 milliards d'euros de dépenses de remboursement de médicaments par l'Assurance maladie en 2023, en hausse de 12 % par rapport à 2019.

La ligne directrice de ce rapport sur « le bon usage des produits de santé » est claire : la population se soignerait trop ! La Cour des comptes, toujours prompte à proposer de nouvelles coupes budgétaires contre les classes populaires, avance que les médicaments et autres béquilles, fauteuils roulants ou pansements prescrits mais non utilisés ou non recyclés, représenteraient entre 0,5 et 1,7 milliard d'euros de perte par an.

Dans cette société capi-

taliste, le gâchis du travail humain et des ressources est une évidence quotidienne et révoltante. Mais les responsables de ce gaspillage ne sont ni les médecins prescripteurs ni les patients visés par le rapport de la Cour des comptes. Ce sont en revanche les laboratoires pharmaceutiques mus par le seul intérêt de leurs actionnaires. Le rapport évoque à demi-mot des choix qui leur permettent de multiplier leurs ventes. Ce sont ainsi eux qui décident du conditionnement

des médicaments, quitte à ce que le nombre de pilules par boîte soit supérieur à celui qui est nécessaire pour un traitement. Ils jouent aussi sur les dates de péremption : le rapport cite l'exemple d'un anti-cancéreux dont chaque dose coûte plusieurs milliers d'euros et est considérée comme périmée au bout de trente-six heures, alors qu'elle pourrait être utilisée pendant 28 jours. Mais ces constats débouchent sur une simple recommandation « d'élargir la question des délais de péremption et des conditionnements » lors des négociations entre les entreprises et la Sécurité sociale sur la fixation des tarifs des médicaments. Pas



de quoi trembler pour les représentants des laboratoires, qui ont l'habitude d'imposer leurs prix à la Sécurité sociale, tout à fait consentante à ce racket !

Le rapport vise aussi les « usages inappropriés des médicaments » et a l'indécence de prendre pour exemple... le Mediator ! Alors que le laboratoire Servier a été reconnu coupable

de tromperie aggravée, d'homicides et de blessures involontaires, la Cour des comptes, elle, vise les patients et les prescripteurs, sans un mot contre la famille Servier qui a promu ce médicament, et a gagné grâce à lui 30 millions d'euros par an pendant trente ans, avec la complicité des autorités sanitaires.

Marlène Stanis

Voitures électriques : une filière chouchoutée

Le gouvernement Bayrou, avant sa chute, a pris une décision de dernière minute. Elle consiste à ajouter mille euros de prime exceptionnelle pour l'achat d'une voiture électrique.

Cette décision vient après l'augmentation du bonus dit écologique – renommé prime coup de pouce – décidée en juillet. Tout cela à la grande satisfaction de la filière industrielle.

Comme pour l'ouverture du salon automobile de Munich, le gouvernement a annoncé ainsi un cadeau de rentrée aux constructeurs automobiles, et à l'ensemble de la filière électrique, assembleurs de batteries inclus. Se targuant de fournir depuis juillet une aide allant jusqu'à environ 4 200 euros (pour les ménages modestes) aux acheteurs de voitures électriques neuves montées en Europe, le gouvernement

ajoute donc à celle-ci une prime de 1 000 euros. Affichée comme destinée à « favoriser la relocalisation de la chaîne de valeur des véhicules électriques et à soutenir l'emploi industriel sur notre continent », elle est censée s'appliquer aux voitures 100 % électriques montées en Europe et équipées d'une batterie elle aussi assemblée en Europe. Le regard du législateur est pudiquement détourné de l'origine géographique des composants de la batterie, tant il est évident que, pour les éléments de cette dernière comme pour ceux de la voiture elle-même, ils viennent des usines du monde entier.

Cela ne trompera personne, le supplément et l'aide elle-même n'iront pas réellement aider la population travailleuse à s'acheter un véhicule ou à renouveler un vieux diesel à bout de souffle. Même à un prix inférieur ou égal à 47 000 euros, une des conditions d'éligibilité à la prime coup de pouce, bien peu de familles populaires peuvent l'envisager ! Mais, comme la vie est bien faite pour les industriels, le bonus et la prime s'appliquent tout autant à des flottes d'entreprise ou à des locations d'au moins deux ans. Les constructeurs, assez bien inspirés pour avoir des usines de montage en Europe, gagneront sur tous les tableaux. Ce sera aussi le cas des fabricants de batteries allemands et français (souvent filiales des constructeurs), comme Powerco, Verkor et ACC, qui réclament parallèlement aux autorités européennes « un soutien immédiat et ciblé à la production locale », sous forme de plusieurs milliards dans les prochaines années.

Encore un « coup de pouce » au grand patronat, et pas « exceptionnel »...

Viviane Lafont

Pratiques Cumcum : vols en banques organisées

Lors d'une audience devant le tribunal de Paris lundi 8 septembre, le Crédit agricole a accepté de payer une amende de plus de 88 millions d'euros pour prix de sa collaboration à un système de fraude aux dividendes.

Si le Crédit agricole est la première banque à reconnaître les faits et à accepter de payer une amende pour échapper au procès, elle n'est pas la seule connue pour sa pratique de ce système dit des « CumCum ». Cette combine consiste à permettre à des actionnaires, non résidents sur le territoire français et possédant des actions d'entreprises cotées en France, d'échapper aux taxes sur les dividendes. Pour cela, la banque récupère temporairement les actions concernées dans son établissement, juste avant la date du paiement des taxes. La somme censée être imposée disparaît des radars du fisc et la banque permet ainsi aux actionnaires d'échapper à l'impôt. L'échéance passée, ils peuvent récupérer leurs actions. Entre croqueurs de gros sous, on sait s'entendre !

Le Crédit agricole n'est



pas la seule banque à comprendre aussi bien les besoins de cette clientèle fortunée qui cherche à échapper à l'impôt. Les « CumCum » représentent une fraude fiscale massive. Révélée en 2017, celle-ci a conduit à la perquisition des bureaux de la BNP Paribas, de la Société Générale ou encore de Natixis. En vingt ans, 33 milliards d'euros auraient ainsi échappé au fisc français.

Bien entendu, si les banques font preuve d'une telle ingéniosité pour défendre le portefeuille des actionnaires, c'est qu'elles y gagnent au passage en prélevant une commission. Le Crédit agricole aurait officiellement gagné 50 millions rien que sur dix ans. Toutes les autres banques ont aussi gagné à ces opérations.

Joséphine Sina



Fabrication des prototypes de la future Renault 5 électrique.

Ça ne doit être qu'un début!

La chute du gouvernement Bayrou n'a pas empêché la journée du 10 septembre de voir des manifestations, des rassemblements, des grèves et des blocages rassembler ceux qui voulaient manifester leur colère.

Bayrou parti, la voie que le grand patronat indique à son successeur reste la même : pour garantir les profits, il faudra aggraver l'exploitation. Pour que des milliards d'euros d'argent public continuent à arroser d'aides les grandes entreprises, à profiter aux marchands de canon, il s'agira d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, en activité, au chômage, malades ou invalides.

Tous ceux qui se sont saisis de la journée du 10 septembre ont eu raison de faire ce premier pas dans la contestation. Mais elle ne doit être qu'un début. La journée du 18 septembre, appelée par les confédérations syndicales, sera sans doute pour beaucoup une nouvelle

occasion. Mais pour que ces journées ne soient pas sans suite, les travailleurs ont intérêt à prendre conscience que les objectifs et l'organisation d'une lutte d'ampleur ne doivent dépendre que d'eux-mêmes.

Il n'est pas question d'accepter plus de coupes dans les services publics, moins de droits pour les malades ou les chômeurs ou des jours de travail supplémentaires gratuits ; il faut aussi imposer l'augmentation nécessaire des salaires qui ne suffisent pas à vivre aujourd'hui, la répartition du travail pour pouvoir maintenir les emplois sans toucher aux salaires, le contrôle des travailleurs sur la production et sur les comptes des entreprises. Ce



PHOTOS LO

sont là les intérêts vitaux du monde du travail!

Les travailleurs font tourner toute la société et n'en contrôlent rien, pas même ce qui détermine leur existence, alors la moindre des choses est qu'ils puissent décider des objectifs de leurs luttes, de

comment les organiser et de comment les contrôler. S'en remettre à des partis qui ne leur proposent que de leur faire confiance, ou aux décisions de directions syndicales qui ont montré qu'elles refusaient toute mobilisation hors de leur contrôle, serait le plus sûr

moyen de finir sur une voie de garage.

Au lendemain du 10 septembre, c'est de toutes ces questions qu'il faudra débattre entre travailleurs, dans les entreprises et partout où une mobilisation se sera organisée.

Paul Sorel



Chantiers navals Saint-Nazaire

Dès le retour des vacances, aux chantiers navals de Saint-Nazaire, la date du 10 septembre a beaucoup fait discuter parmi les ouvriers des différents secteurs. Le mécontentement était palpable, avec le refus de subir une énième attaque gouvernementale contre les travailleurs et leur niveau de vie.

Aussi, plutôt que de s'exprimer chacun dans son coin, des assemblées et discussions collectives se sont organisées sur les temps de pause dans plusieurs endroits du chantier naval par groupes de 20, 40, 50 travailleurs. La journée du 10 septembre n'étant pas issue d'un appel syndical, les travailleurs ont trouvé très utile de s'organiser eux-mêmes, de tester entre eux l'envie de se mobiliser en appelant à de nouvelles discussions sur les temps de pause et finalement de décider par un vote de faire grève le 10 septembre.

Des assemblées générales se sont donc tenues indépendamment des syndicats, avec l'idée que chacun pouvait y venir en tant que travailleur, des Chantiers

de l'Atlantique ou sous-traitant, syndiqué ou non, avec ses propres idées.

Le 10 septembre, un piquet s'est mis en place dès 5 h du matin devant la porte principale, réunissant une centaine de travailleurs. Du fait des points de blocage prévus à différents endroits de la ville, l'accès aux chantiers navals était rendu plus difficile que d'habitude.

Au final, chacun comprend qu'il faudra trouver le chemin d'une lutte déterminée et avec plus de monde. Mais les travailleurs qui ont participé à ces assemblées ont déjà pris le pli d'en discuter!

Correspondant LO



À Périgueux.

Dans la région lyonnaise

Les mobilisations du 10 septembre ont pris des formes variées. Dans les entreprises où des appels à la grève avaient été lancés par des syndicats, Arke-ma et d'autres usines de la chimie, Renault Trucks, Toray, ou encore la SNCF, des minorités de travailleurs se sont mis en grève. Des noyaux de grévistes se sont rassemblés dans ou devant leurs usines pour discuter y compris avec les intérimaires non grévistes. À la gare de Part-Dieu, une vingtaine d'agents de sécurité de Weesure (ex-BSL) ont profité de cette journée pour faire grève, se rassembler et formuler leurs revendications.

Aux Hospices civils de Lyon, les syndicats avaient

appelé à des rassemblements à l'entrée des principaux hôpitaux pour dénoncer l'austérité et le manque de personnel. Ces rendez-vous ont servi de lieu de ralliement pour des enseignants ou d'autres grévistes isolés. Dans la plupart des lycées et collèges, des enseignants et des surveillants se sont mis en grève et ont rejoint à midi un rassemblement sur la place Guichard, organisé par une Union locale CGT, car l'intersyndicale du Rhône a refusé d'organiser une manifestation centrale.

Dans les jours précédents, des assemblées avaient été convoquées sur les réseaux sociaux, pour organiser des actions telles



Devant l'hôpital Édouard-Herriot, à Lyon.

que des blocages, devant la gare de Perrache ou le péage urbain du périphérique nord. Dimanche 7 septembre, une assemblée en plein air a rassemblé 500 personnes, des jeunes, d'anciens gilets jaunes, des militants libertaires ou autonomes. Le 10 au matin,

les actions prévues étaient attendues par la police qui les a dispersées sans le moindre délai. Mais au cours de la journée, des jeunes, étudiants mais aussi lycéens, ont improvisé des blocages en ville ou devant leurs établissements.

D'autres villes de la

région comme Saint-Étienne, Grenoble, Chambéry, ont connu une ambiance similaire : des minorités ont fait grève dans quelques entreprises et des blocages symboliques et festifs ont eu lieu avant un rassemblement en fin de journée.

Correspondant LO



À Montpellier.

Hôpital Saint-Antoine Paris

À l'hôpital Saint-Antoine, une première assemblée réunissant une quarantaine de personnes s'était tenue en juillet, juste après les annonces budgétaires de Bayrou. Après une seconde assemblée début septembre, un peu plus nombreuse, des hospitaliers se sont retrouvés le matin du 10 septembre.

En présence de postiers de l'Est parisien, la centaine de grévistes ont discuté des raisons de leur mobilisation avant de sortir de l'hôpital pour se joindre à d'autres travailleurs des alentours.

Le projet de suppression de deux jours fériés a fait bondir bien des hospitaliers qui en ont déjà assez du sous-effectif permanent. Il est déjà difficile d'obtenir des vacances d'été au moment et avec la durée

souhaités. Alors la perspective de travailler gratuitement, c'est clairement non !

La nouvelle que l'État demande aux hôpitaux de se préparer à s'occuper des blessés qu'occasionnerait une guerre de haute intensité fait aussi prendre conscience du danger de guerre, avec ses conséquences sur les hospitaliers.

Dans l'immédiat, le projet d'imposer plus de 5 milliards d'euros d'économies dans le domaine de la santé inquiète beaucoup. Il vient s'ajouter aux cures annuelles d'austérité auxquelles sont déjà soumis les hôpitaux publics, étranglés par les politiques gouvernementales et par la financiarisation rampante. Ce sont autant de raisons de se mobiliser.

Correspondant LO

Renault - Cléon

À l'usine, la dernière semaine d'août, nombreuses étaient les discussions sur la nécessité de se mobiliser le 10 septembre, suite aux différents appels sur les réseaux sociaux.

Bien des militants de la CGT ne comprenaient pas que leur syndicat ne mette pas toutes ses forces dans la journée du 10. Après des hésitations, ils ont décidé d'appeler à la grève, en mettant en avant la nécessité pour les travailleurs de se battre contre les attaques du gouvernement Bayrou mais également pour réclamer l'augmentation des salaires et la répartition du travail, c'est-à-dire travailler moins mais tous !

Des militants ont fait le tour des ateliers, et ont

parfois réuni des travailleurs pour discuter, en expliquant que même si Bayrou perdait son poste, il serait remplacé par un autre Premier ministre qui mènerait finalement la même politique, au profit des ultra-riches que sont les maîtres de l'économie, la grande bourgeoisie.

Des travailleurs ont décidé de ne pas venir travailler le 10 septembre. Certains en se mettant en grève toute la journée, quelques-uns en prenant une journée de congé. Les militants de la CGT ont proposé la grève sur toute la journée du 10, avec comme objectif principal de se réunir au maximum en assemblée générale à 12 h 30, sur le rond-point devant

l'usine. Ils jugeaient avant tout important de se retrouver, pour discuter et pour décider ensemble des revendications et s'organiser.

Le site de Cléon compte, et des affiches ont été collées un peu partout dans les villes alentour, pour appeler les travailleurs des entreprises environnantes ainsi que la population à se regrouper devant l'usine.

Le 10 septembre à 11 heures une assemblée a eu lieu dans l'atelier du moteur M au Montage, où il y avait une quarantaine de travailleurs. D'autres se sont retrouvés sur le rond-point et lors de l'assemblée générale, alors que près de 200 d'entre eux étaient en grève.

Correspondant LO

Renault - Flins

À la rentrée, à Renault Flins, les attaques de Bayrou ont suscité un rejet unanime, et son éviction le 8 septembre a bien réjoui les travailleurs. En revanche, la désignation de Sébastien Lecornu, jusqu'à présent ministre de la Défense et affiché comme ultra-proche de Macron, a été ressentie comme une nouvelle marque de mépris, voire comme « nous menant bientôt à la guerre ! » Le maintien éventuel de Retailleau au poste de l'Intérieur inquiète aussi, tant il affiche d'hostilité aux travailleurs

de familles immigrées, en nombre dans l'automobile.

Le 10 septembre au matin, un nombre non négligeable de travailleurs étaient en grève ou se préparaient à débrayer à l'appel du seul syndicat CGT. Dans le secteur de Mécanique, au LA-LH, aux Presses, des regroupements de 15 à 20 travailleurs pour discuter de la façon de s'opposer aux attaques se tenaient et d'autres se préparaient. En revanche, des délégués de la CFDT et de l'UNSA étaient présents dans les ateliers pour dissuader d'arrêter

le travail, le seul appel valable, selon eux, étant celui des syndicats pour le 18 septembre. Quant aux chefs, ils tournaient, répétant sans scrupule qu'il n'y avait aucun appel à débrayer.

Cette date du 18 septembre est déjà notée comme une nouvelle étape de protestation par un certain nombre de salariés. En attendant, un rassemblement à la rotonde était prévu à midi, pour regrouper les grévistes présents à l'usine.

Correspondant LO

Novasco - Hagondange : Greybull doit payer!

Le 4 septembre, près de 1 000 personnes ont manifesté dans les rues d'Hagondange contre la fermeture de l'usine Novasco (ex-Ascometal). 450 emplois directs sont menacés, sans compter les nombreux emplois indirects.

De LFI à la droite en passant par le PCF, tous dénoncent la « désindustrialisation » et mettent en avant la nécessité d'une « politique industrielle » et de la restauration de la « souveraineté nationale ». Le RN, lui, ne dit rien... depuis l'avant-dernière reprise par Swiss Steel, qui a capoté et dont le principal actionnaire était un ami politique et personnel des Le Pen.

LFI, qui était présente en force à la manifestation, représentée par Manuel Bompard et deux députées d'Île-de-France, Clémence Guetté et Aurélie Trouvé, met en avant la nationalisation de Novasco. Le passé a pourtant montré que

cela ne change rien dans le cadre du capitalisme : toute la sidérurgie a été nationalisée à la fin des années 1970 et au début des années 1980, avant d'être redonnée à des actionnaires privés, rénover, après la suppression de dizaines de milliers de d'emplois. Une nationalisation ne serait donc en rien une garantie pour les 450 travailleurs de Novasco.

Les capitalistes ont une politique industrielle simple, qui consiste à faire le maximum de profits, les hommes et la nature étant le cadet de leurs soucis. Tout au plus peut-on les contraindre à respecter les deux, mais il faut pour cela un rapport de force. En tout cas, ils n'ont



que faire des bons conseils que peuvent leur donner les hommes politiques candidats à la gestion de la société bourgeoise. Et même si l'aciérie d'Hagondange est une aciérie « propre », électrique, qui fabrique un acier avec peu d'émissions de CO₂, cela n'influe guère sur les choix des capitalistes. Ils n'en ont rien à faire, comme ils n'ont rien à faire du sort des travailleurs.

Mais, justement, le

problème des travailleurs de l'aciérie ou des sous-traitants est d'abord de faire vivre leur famille si l'usine ferme. Il n'y a à faire confiance ni à une hypothétique nationalisation, ni à un repreneur éventuel. Il faut interdire les licenciements et imposer au dernier repreneur Greybull Capital de maintenir emplois et salaires.

En onze ans, l'usine a eu quatre repreneurs qui

ont tous laissé tomber, sans qu'on sache combien ils se sont mis dans les poches. Il y a un an, Greybull avait promis 90 millions d'euros pour relancer l'entreprise ; il n'a rien donné tandis que l'État – qui paraît-il est surendetté – y a englouti 85 millions. Alors on peut se demander où sont passées ces dizaines de millions d'argent public.

Aux capitalistes et aux financiers de payer!

Étienne Hourdin

La Poste - Paris : combattre l'arbitraire de la direction

Un postier du bureau de Paris Berne, dans le 8^e arrondissement de la capitale, vient d'être sanctionné d'une mise à pied d'un an, plus un an avec sursis. La direction a pris prétexte d'un incident mineur pour prononcer cette sanction qui le prive de tout revenu.

Il s'agit en réalité pour la direction de faire baisser la tête à un salarié combatif et d'intimider tous les autres. En mars dernier, celui-ci avait regroupé ses camarades de travail contre la réorganisation de leur service, celui des chauffeurs, que la direction prévoyait de supprimer. Ils s'étaient adressés aux collègues des autres services du bureau, touchés eux aussi par cette réorganisation qui entraînait des suppressions d'emplois et

des modifications d'horaire. C'était plus que ne pouvait tolérer la direction. Aussi, lorsqu'à la fin mars, sur sa tournée, un incident de distribution est intervenu entre ce travailleur et une responsable de magasin, la direction a fait prendre à l'affaire une ampleur démesurée. Elle demanda à cette responsable du magasin de déposer une main courante et suspendit illico le chauffeur mis en cause. Dans le dossier disciplinaire

monté contre lui, il apparaît que la direction avait déjà demandé à la mi-février à une gardienne d'immeuble de déposer une main courante. Au cours d'un conseil de discipline convoqué le 3 juillet, les représentantes de la direction agressèrent verbalement non seulement le travailleur concerné, mais aussi son défenseur et ignorèrent les arguments de son avocat, allant jusqu'à dire que les faits auraient justifié une révocation pure et simple. La majorité du conseil de discipline vota la sanction, qui fut définitivement confirmée par la direction et prit effet le 28 août.

Dans le bureau, l'injustice dont était victime ce camarade très apprécié ne laissa pas indifférent. Dès que fut connu le résultat du conseil de discipline, une pétition fut lancée pour la création d'un Comité de défense des droits de ceux qui travaillent pour La Poste et contre l'arbitraire. Elle recueillit dans les jours qui suivirent près de 200 signatures sur le bureau même de Berne, soit une large majorité des présents puis, malgré la période des vacances, des



La Poste Paris 8^e.

militants entreprirent de faire le tour des bureaux parisiens avec le travailleur sanctionné. Ils rencontrèrent un large soutien. En tout, plus de 650 postiers signèrent.

À la rentrée, en conséquence de la mise à pied effective, la mobilisation se confirme. Une dizaine de postiers de ce comité se sont réunis pour rédiger un tract adressé à leurs camarades de travail et une vingtaine se sont chargés de le diffuser. Ils

s'engagent à le soutenir par tous les moyens pour obliger La Poste à annuler la sanction.

Partout à La Poste, la direction fait preuve d'arbitraire. Elle supprime des emplois, bouleverse en continu la vie des travailleurs, alourdit la charge de travail et elle voudrait imposer que règne le silence dans les rangs. En réagissant comme ils le font, les postiers montrent qu'elle n'a pas partie gagnée.

Correspondant LO

Mercenaire en or

L'ex-PDG de Renault, Luca de Meo, va toucher 22 millions d'euros par an à son nouveau poste de patron du groupe Kering.

Visiblement, avoir supprimé des milliers d'emplois chez Renault, y avoir fermé quatre fonderies et l'usine de Choisy-le-Roi, lui a permis de présenter un CV convaincant pour

le principal propriétaire de Kering, le multimilliardaire François Pinault. Celui-ci a donc embauché Luca de Meo comme l'arbin de luxe en lui accordant un salaire royal. Cela laisse imaginer combien Pinault compte gagner grâce à lui.

E.G.

TCL - Lyon : nouvelle grève réussie pour les salaires

Lundi 8 septembre, la grève des travailleurs des Transports en Commun de Lyon (TCL) a de nouveau bien été suivie, les syndicats annonçant 1 500 grévistes sur 4 500 salariés.

Malgré la pluie, 200 personnes se sont réunies devant le siège des TCL. Au dépôt de Saint-Simon à Lyon 9^e, seuls sept bus sur 118 roulaient. La circulation de presque tous les tramways était stoppée, le trafic des métros fortement perturbé. Alors que les salaires sont déjà nettement insuffisants, de plus

en plus proches du smic, l'annonce en juin dernier d'augmentations ridicules, de 0,5 % à 1 % selon les secteurs, a été vécue comme une provocation.

Ce mépris de la direction s'ajoute aux galères quotidiennes, avec certains bus vieillissants que les mécaniciens, pas assez nombreux, n'arrivent pas à entretenir

correctement. Il n'est pas rare de rouler sans climatisation ou chauffage, et les pannes sont fréquentes.

Le 23 juin, une première journée de grève avait été très suivie. Pour l'instant, la colère contre ce qui apparaît à tous comme une aumône reste encadrée par les syndicats qui, par exemple, n'ont pas voulu appeler à la grève le 10 septembre, en invoquant l'obligation légale pour les conducteurs de se déclarer grévistes 48 heures à l'avance.



Devant le siège de TCL, le 8 septembre.

Le président écologiste EELV de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard, a refusé de recevoir les grévistes. C'est pourtant la Métropole qui gère les TCL et a récemment confié l'exploitation des bus à Keolis, et celle des métros, tramways et funiculaires à la RATP Dev. Les deux exploitent des

réseaux de transport dans diverses villes du monde et ne sont pas de petits poissons capitalistes. Comme dans toutes les entreprises, ils engrangent des bénéfices en aggravant l'exploitation et en bloquant les salaires. Alors les grévistes ne réclament que leur dû.

Correspondant LO

Clinique Kapa - Châtelleraut : la rentabilité contre la santé

La clinique Kapa, à Châtelleraut, dans la Vienne, avait été placée en liquidation judiciaire le 11 juin. Après dix-sept années de gestion par ce groupe de santé privé, elle a définitivement fermé ses portes le 18 juin. Soixante-treize salariés ont été licenciés.

Si quelques soignants, médecins et chirurgiens espèrent retrouver un reclassement à l'hôpital public ou dans le privé, pour le personnel administratif et une bonne partie du personnel soignant, l'avenir est incertain ils craignent de devoir passer par la case chômage.

Fin 2024, l'ARS, l'Agence régionale de santé, rappelait dans un communiqué

que cet établissement avait bénéficié depuis des années de soutiens financiers publics. Las, les patrons, voguant vers d'autres affaires qu'ils jugent plus juteuses, ont liquidé l'établissement.

Il y a six mois, l'ARS et le maire UDI de la ville ne manquaient pas de propos rassurants, déclarant vouloir « protéger et pérenniser l'offre de soins à

Châtelleraut ». Aujourd'hui, ce n'est plus d'actualité et personne ne propose d'imposer la reprise de la totalité de l'offre de soins (blocs opératoires, personnel et services médicaux). L'hôpital public de la ville subit des restrictions budgétaires imposées par les gouvernements successifs. La population châtelleraudaise verra son accès aux soins rendu plus difficile et devra faire des distances supplémentaires pour se faire soigner à Tours ou à Poitiers.

Il n'y a aucune raison d'accepter cette régression



due à l'implacable bilan de vingt ans de financiarisation, d'irruption violente

des exigences du profit privé, au cœur de la santé.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Ukraine-Russie : ils parlent de paix au son du canon

Réunis autour de Macron et Zelensky à l'Élysée le 4 septembre, les pays membres de la coalition dite « des volontaires », ces États qui s'affichent comme soutenant l'Ukraine, ont annoncé que 26 d'entre eux s'engageaient à fournir leur aide militaire au régime de Kiev « sur terre, sur mer et dans les airs ».

On ne sait pas si cela satisfait Zelensky, qui espérait que ses soutiens s'engagent sur l'envoi d'au moins 20 000 à 30 000 militaires comme « garantie de sécurité », en cas de cessez-le-feu avec la Russie. En effet, seules la France et la Grande-Bretagne ont promis d'envoyer des militaires, et pas aussi nombreux. Car plusieurs autres « volontaires » refusent d'engager leurs troupes au sol, même s'ils acceptent de collaborer d'une façon ou d'une autre à la défense ukrainienne.

En revanche, Trump, qui a redit que les États-Unis

entendaient se retirer militairement de l'Europe pour concentrer leurs forces face à la Chine, a toutes les raisons de se féliciter. Cette guerre entre la Russie et l'Ukraine, les États-Unis ont tout fait pour la provoquer. Mais l'impérialisme américain en a maintenant retiré de substantiels profits pour ses industries d'armement, ses groupes pétroliers et minéraliers, ses banques, etc. Trump pense donc que la guerre peut cesser, quitte à laisser ses alliés européens se débrouiller comme ils le voudront pour continuer, s'ils le souhaitent, à aider

l'Ukraine dans sa guerre. Et de pousser la générosité jusqu'à leur offrir d'acheter pour 100 milliards de dollars d'armes aux États-Unis, s'ils veulent les fournir à Kiev.

Autrement dit, Washington veut bien se dégager du conflit, tout en laissant les puissances impérialistes de seconde zone, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, se charger de fournir à l'Ukraine ces fameuses garanties militaires dont il a tant été question mi-août à Washington. Sans oublier de permettre à ses propres capitalistes de continuer à y gagner.

Dans les faits, cela revient à engager l'Europe dans ce qui pourrait être un conflit à l'échelle du continent. Car, en pratique, et non plus dans le langage hypocrite de la diplomatie servi



Zelensky accueilli par Macron à l'Élysée.

cet été du sommet d'Anchorage à la réunion à la Maison Blanche, on assiste à la poursuite et à l'accélération de l'escalade guerrière. Jamais les drones et missiles russes n'ont été si nombreux à frapper presque chaque nuit les villes d'Ukraine, dont sa capitale et même, une première, le siège de son gouvernement. Quant aux livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, car c'est aussi à cela que sert l'augmentation des budgets militaires en France comme ailleurs, elles ne cessent de croître, comme les pertes qu'elles occasionnent. Ainsi, chaque jour, l'armée russe perdrait mille hommes, tués ou blessés, pour avancer de quelques kilomètres en vue des négociations sur l'après-guerre.

En attendant, car il n'y a pas que de mauvaises nouvelles, on a appris que le président de la grande compagnie pétrolière américaine

Exxon avait mis à profit le sommet Trump-Poutine en Alaska pour rencontrer le président du géant russe Rosneft afin de discuter affaires. Il s'agissait de réactiver leur collaboration dans l'exploration et l'exploitation de vastes gisements gaziers sur l'île russe de Sakhaline, un projet mis en suspens par la guerre. Selon le *Wall Street Journal*, Exxon a sollicité le feu vert de la Maison Blanche, puis obtenu l'agrément du Kremlin.

Qu'Exxon s'apprête à convertir du gaz russe en millions de dollars n'a pas empêché Trump de tempêter contre les pays européens qui continuent à acheter du pétrole russe. C'est que, pour la paix comme pour la guerre, les affaires restent les affaires dans le monde capitaliste. Et il leur faut leur lot de victimes : ukrainiennes, russes et autres.

Pierre Laffitte

Un village sans hommes

Selon le gouverneur du Kamchatka, une presqu'île russe faisant face à l'Alaska, la bourgade de Sedanka pourrait devenir le premier village à être « décoré de la valeur militaire ».

Sur 260 habitants, il compte 67 hommes de plus de 18 ans, dont 39 sont partis au front. Combien

y sont déjà tombés, le gouverneur n'en a rien dit.

Mais, il y a un an, ses services signalaient que, dans ce village, il n'y avait plus d'hommes pour couper du bois, et a fortiori pour accomplir d'autres travaux.

Un film tourné alors par un média local, qui a

montré cette situation, s'intitulait *Sedanka – retour au Moyen-Âge...* Un constat qui conviendrait à combien d'autres localités russes, où les hommes, faute de quoi vivre sur place signent des contrats aux montants attirants pour aller combattre, et souvent mourir, en Ukraine ?

La chasse aux déserteurs

Le 5 septembre et les jours suivants, des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs grandes villes d'Ukraine contre des projets législatifs qui réinstaurent de lourdes peines pour des soldats accusés d'abandon de poste ou de refus d'obéissance. Selon les cas, ils risqueront cinq ou dix ans de prison.

Les manifestants, parmi lesquels des vétérans, dénonçaient les « *corrompus en liberté* » protégés par le pouvoir et le fait que les rejets des ministres, des hauts fonctionnaires et des députés qui doivent durcir la loi, eux, ont coupé à la mobilisation et au risque de se faire tuer en allant se cacher à l'étranger.

Loin de l'image d'un peuple uni dans sa volonté de se battre que diffuse la propagande du régime, de nombreux soldats, y compris des engagés, ont quitté leur unité sans autorisation. On en a recensé 202 997 cas, dont 50 058 désertions avérées depuis 2022. Le phénomène allant croissant, le gouvernement avait décidé, en août 2024 et pour un an,

de ne pas sanctionner les soldats à leur premier abandon de poste ou d'unité. Aux yeux de l'état-major, c'était censé éviter que leur « absence » ne devienne une désertion définitive. Mais, aujourd'hui, alors que l'armée ukrainienne peine de plus en plus à combler ses pertes, l'heure est plus à renforcer la discipline qu'à « préserver la ressource humaine » car les généraux et les gouvernants ont besoin de chair à canon.

En Russie, dès février 2023, le ministère de la Défense et la FSB (le renseignement intérieur) ont donné consigne de ne plus rendre publiques les données sur les désertions. Mais des recoupements font apparaître au moins

18 341 condamnations prononcées à ce titre, ou pour abandon de poste, par des tribunaux militaires. Le média russe en exil *The Insider* a procédé au recensement de ce qui a été publié par une centaine de tribunaux de garnison et il souligne que seul un cas sur trois aboutit à un procès. Le nombre total des désertions sur trois ans et demi pourrait ainsi atteindre 60 000, soit près de 10 % des effectifs que l'armée russe déploie en Ukraine.

Phénomène plus inquiétant pour le pouvoir russe, la tendance ne cesse de croître. Entre le début de la guerre et 2024, le nombre des condamnations pour désertion est devenu dix fois plus élevé ! Cela ne correspond pas vraiment à cette image d'une « *Russie qui forme un front populaire uni et solidaire* » face à la guerre que vantait Poutine en juillet. Mais il aimerait sans doute y croire...

P. L.

Un stand Lutte ouvrière à la fête de l'Humanité

Les 12, 13 et 14 septembre, Lutte ouvrière sera présente à la Fête de l'Humanité, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Le stand, place Agnès-Varda, accueillera une librairie, des expositions politiques et des débats y seront organisés tous les jours :

- **Vendredi à 19 h 30 et samedi à 14 h 30**
- **Avec Nathalie Arthaud, samedi à 19 heures**
- **Avec Jean-Pierre Mercier, dimanche à 14 h 30**

